

dre à une originalité qui leur méritera la confiance du pays, mais pas auparavant.

On nous parle des droits différentiels qu'on a établis en faveur de la Grande Bretagne. A entendre les membres de la droite, on dirait qu'ils ont fait quelque chose dans le sens d'un véritable commerce de préférence entre l'Empire et le Canada. L'Angleterre reçoit des faveurs que nous lui avons accordées, mais elle ne nous a rien donné en échange. Qu'est-ce que le Canada a gagné ? Où sont les marchés que les efforts de nos gouvernements devraient ouvrir aux produits de nos agriculteurs et de nos artisans ? Où sont les privilèges que nous devons obtenir sur ces marchés ?

En 1897, le premier ministre a visité l'Angleterre pour la première fois et il avait à peine mis le pied sur le sol britannique qu'il disait au peuple anglais : Nous allons vous donner une préférence sur nos marchés. Mais il n'a pas demandé que nos produits fussent traités avec la même faveur sur le marché anglais. En prenant cette attitude, le premier ministre a causé plus de tort au Canada qu'il ne pourra jamais lui faire de bien, quand même il vivrait aussi longtemps que Mathusalem.

Quelle aurait été notre position comme partie intégrante de l'empire, si, avec notre sol fertile, nos riches forêts, nos mines nombreuses, nous avions pu avoir un véritable commerce de préférence avec la Grande-Bretagne ? Tous les produits de notre pays en auraient bénéficié, et auraient acquis plus de valeur, que s'ils avaient été récoltés dans n'importe quelle autre partie du monde,—non parce que le Zollverein n'aurait pas compris l'Australie, l'Inde, et l'Afrique méridionale—mais à cause de notre position géographique, de la courte distance qui nous sépare des consommateurs anglais et des moyens de communication que nous avons à notre disposition, car de tous les peuples du monde, nous sommes celui qui, par tête, peut fournir la plus grande somme de produits agricoles destinés à l'exportation. Le problème de l'immigration se serait trouvé résolu du coup.

Un homme quittant l'Europe pour venir en Amérique, sachant qu'il a la chance de s'établir dans un pays où tous les articles qu'il produirait auraient la préférence sur le plus grand marché du monde, n'hésiterait pas un seul instant entre les Etats-Unis et le Canada. Le gouvernement se fait un mérite d'avoir amené ici des Galiciens, des Doukhobortsés et une foule de gens de ce calibre, mais je dis que si la Grande-Bretagne nous traitait sur son marché comme nous la traitons sur le nôtre, que tout l'argent que l'on a dépensé pour provoquer cette immigration eût été épargné.

On dépense des sommes folles pour faire venir ici des étrangers. Je ne connais pas beaucoup les immigrants qui nous arrivent ; quelquefois j'en entends dire du bien, quelquefois j'en entends dire du mal. Mais il y a une classe de gens qui mérite toute l'at-

tention du gouvernement, ce sont nos jeunes Canadiens. Pourquoi ne pas dépenser un peu de notre argent afin de créer dans l'ouest des foyers agréables à quelques-uns de nos compatriotes ? Pourquoi traverser les mers et aller en Galicie ou ailleurs, pour chercher la lie du monde, les rebuts de l'humanité pour en faire nos concitoyens ? Ces immigrants ne sont pas tolérables, et les honorables membres de la droite ne voudraient pas passer une nuit en leur compagnie. Ils peuvent être très amusants pendant la nuit, mais je pense que mes honorables amis n'aimeraient pas leur société. Voilà un sujet qui mérite l'attention.

Nous avons des jeunes gens dans l'est du Canada, nous avons, dans la province de Québec et dans les vieilles régions de ce pays, des familles nombreuses qui sont à la recherche d'un foyer. Pourquoi ne pas dépenser une partie de cet argent pour leur venir en aide ? Je vois le ministre des Travaux publics, qui est spécialement chargé par le gouvernement de surveiller les intérêts de la province de Québec ; pourquoi ne demande-t-il pas à son collègue qui est absent ce soir, le ministre de l'Intérieur, d'aider quelques-uns de nos jeunes gens à se rendre au Nord-Ouest, où ils pourraient se créer des foyers confortables ?

Revenant aux promesses faites par les honorables membres de la droite lorsqu'ils sollicitaient les suffrages du peuple, je trouve des passages très intéressants dans cette bible libérale de 1893. Je l'ai examinée avec beaucoup de curiosité pour savoir quand elle avait été imprimée. La convention eût lieu les 21 et 22 de juin, et je constate que cette bible a été imprimée immédiatement après. La chose est importante, car ces honorables membres de la droite changent tellement vite que le livre n'eût été d'aucune utilité pour eux, s'il n'eût été imprimé le jour suivant. Je constate que le premier discours fût prononcé par un homme qui est allé jouir de la récompense d'une longue carrière politique, M. Mowat. Après avoir fait un long discours en faveur du libre-échange, en faveur d'un changement de conditions économiques, en faveur de tout ce que nous n'avons pas eu, l'orateur termine ainsi :

Puisse l'avènement du parti libéral au pouvoir arriver bientôt, et puisse son règne être long.

Je présume qu'il exprimait ce vœu en pensant à ce qu'il avait dit dans la première partie de son discours, au sujet des changements à apporter dans la politique économique de ce pays. Que dirait-il aujourd'hui s'il revenait après avoir étudié la politique suivie par les honorables membres de la droite ? Pourrait-il dire au parti libéral : Je souhaite que votre règne soit long ?

Le premier homme d'importance qui parla ensuite fut le premier ministre actuel.

C'est pourquoi j'affirme que le système de protection que le gouvernement maintient en vi-